

Février  
2017



OBSERVATOIRE CITOYEN POUR L'INSTITUTIONNALISATION  
DE LA DÉMOCRATIE

# RÉSUMÉ EXÉCUTIF DU RAPPORT D'OBSERVATION DES ÉLECTIONS DE 2015 - 2017

Une expérience d'observation électorale  
systématique

Versions Française, Anglaise et Créole



# Sommaire

<b>Mot du Comité de Pilotage.....</b>	<b>4</b>
---------------------------------------	----------

## **Résumé Exécutif en Français**

Contexte.....	6
Méthode d'observation adoptée.....	7
Résumé des principales observations et recommandations de l'OCID pour la période pré-électorale, électorale et post – électorale des élections du 9 Août 2015.....	8
Résumé des principales observations et recommandations de l'OCID pour la période pré-électorale, électorale et post – électorale du 25 octobre 2015.....	10
Résumé des principales observations et recommandations de l'OCID pour la période pré-électorale, électorale et post – électorale du 20 novembre 2016.....	13
Résumé des principales observations et recommandations de l'OCID pour la période pré-électorale, électorale et post – électorale du 29 janvier 2017.....	16
Conclusion et recommandation.....	17

## **Version Créole du Résumé Exécutif**

Kontèks.....	18
Metòd obsèvasyon adopte.....	19
Rezime prensipal obsèvasyon ak rekòmandasyon OCID pou peryòd avan, pandan epi apre eleksyon 9 dawou 2015 yo.....	19
Rezime prensipal obsèvasyon ak rekòmandasyon OCID pou peryòd anvan, pandan ak apre eleksyon 25 oktòb yo,.....	22
Rezime prensipal obsèvasyon ak rekòmandasyon OCID pou peryòd anvan, pandan ak apre eleksyon 20 novanm 2016.....	26
Rezime prensipal obsèvasyon ak rekòmandasyon OCID pou peryòd anvan, pandan ak apre eleksyon 29 janvyè 2017 la.....	29
Konklizyon ak Rekòmandasyon.- .....	30

## **Version Anglaise du Résumé Exécutif**

Background.....	31
Observation Method retained.....	32
Summary of the main OCID’s observations and recommendations for the pre-electoral electoral and post – electoral periods of August 9 <sup>th</sup> , 2015.....	32
Summary of OCID’s main observations and recommendations for the pre-electoral, electoral, and post-electoral periods of October 25, 2015.....	34
Summary of OCID’s main observations and recommendations for the pre-electoral, electoral and post-electoral periods of November 20, 2016 .....	37
Summary of OCID’s main observations and recommendations for the pre-electoral, electoral and post-electoral period of January 29, 2017.....	49
Conclusion and recommendation.....	40

## ***Mot du Comité de Pilotage***

En Janvier 2015, l'Initiative de la Société Civile (ISC), le Centre Œcuménique des Droits Humains (CEDH) et JURIMEDIA ont signé un Protocole d'accord en vue de créer un Consortium dénommé **Observatoire Citoyen pour l'Institutionnalisation de la Démocratie (OCID)**. L'Observatoire s'est fixé quatre domaines d'activités :

1. La participation citoyenne,
2. La représentation politique à travers les partis,
3. Le processus électoral,
4. Le suivi des politiques publiques.

La création de ce consortium a été encouragée par le NDI, National Democratic Institute qui souhaitait développer un partenariat avec un groupe d'organisations haïtiennes crédibles engagées dans des activités à caractère démocratique.

En Avril 2015, le siège central du NDI à Washington a signé, avec l'ISC représentant le Consortium OCID, un premier accord de coopération pour l'observation électorale. Deux autres accords suivront en Octobre 2015 et en Juillet 2016. Le premier projet a été financé par le Canada et les deux autres par l'USAID. Le troisième projet a pris fin en Février 2017.

Le projet d'observation électorale a été exécuté à partir d'une méthodologie systématique appelée en Anglais, (Sample Based Observation), fondée sur le déploiement des observateurs et observatrices dans un échantillon aléatoire et représentatif de l'ensemble des bureaux de vote. Cette observation à caractère scientifique permet de projeter au niveau national les données qualitatives et quantitatives recueillies dans les bureaux de vote de l'échantillon. Cette méthode permet de décrire de façon objective les conditions de déroulement du scrutin sur l'ensemble du territoire, en tenant compte des niveaux de précision statistique. On peut aussi réaliser un comptage rapide et parallèle des votes, ce qui permet de tester l'exactitude des résultats officiels et de garantir le respect de l'expression du vote populaire.

Dans le cadre de ce projet, il a été possible d'observer non seulement la journée du scrutin, mais aussi l'environnement pré-électoral, les opérations au centre de tabulation et le déroulement des contestations. Trois mille (3000) observateurs et observatrices bénévoles ont été mobilisés et ont reçu une formation soignée afin de s'assurer de la qualité de leur travail. Selon la nature des élections, environ 1000 à 2200 observateurs et observatrices ont été déployés. Les autres étaient disponibles à titre de réservistes. Une vingtaine d'observateurs long terme continuaient l'observation entre les journées de scrutin. Dix-huit coordonnateurs régionaux assuraient sur le terrain l'encadrement du réseau. Au niveau du bureau central, une vingtaine de cadres ont été engagés, parmi lesquels, des ingénieurs en informatique, programmeur, gestionnaire de bases de données, statisticien, formateur etc. Le jour du scrutin, près de 200 personnes particulièrement des jeunes étaient engagées comme

opérateurs, ou chauffeurs. Un Comité de pilotage formé d'un représentant de chaque institution membre du Consortium assurait la coordination générale du projet, qui a pu bénéficier de l'assistance technique de quatre experts internationaux dont l'un vivait sur place et les trois autres venaient en mission pour les journées de simulation et de scrutin. Parmi ces experts, Neil Nevitte, ancien Professeur de Statistiques à Harvard University, et actuellement, professeur de Sciences Politiques à Toronto University, concepteur de la méthode (SBO) et qui l'a introduit avec succès dans plus de cinquante pays.

Ce travail d'observation a été un vrai succès. Un exercice de comptage rapide a été réalisé à l'occasion du 1<sup>er</sup> tour des élections présidentielles du 20 Novembre 2016 qui dès le dimanche soir a donné des résultats quasi similaires à ceux publiés quelques semaines plus tard par le CEP. Le 20 Novembre nous avons obtenu 100 % de réponses de nos observateurs du Centre et 98 % de nos observateurs au niveau national. Ce qui est une performance exceptionnelle.

L'OCID n'a pas toujours été compris dans son approche scientifique par un public habitué aux rapports qui mettent l'accent sur le sensationnel et le négatif, et au début, a été attaqué par ceux qui voulaient imposer une vue partisane de la réalité. Finalement, l'approche scientifique de l'OCID a fait son chemin dans l'opinion nationale.

L'Observatoire Citoyen est heureuse de présenter en trois langues, le résumé exécutif du rapport complet de ce long processus électoral qui a duré deux ans. Le rapport complet en Français peut être consulté sur le site de l'OCID : [www.ocidhaiti.org](http://www.ocidhaiti.org) .

# Rapport d'observation du processus électoral de 2015 à 2017

## Résumé exécutif

**1. Contexte.-** A la quatrième année du mandat du Président Joseph Michel Martelly, au pouvoir depuis le 14 mai 2011, l'urgence a été décrétée en vue de créer les conditions nécessaires pour le renouvellement du personnel politique à travers des élections générales en 2015. Après plusieurs mois de pourparlers avec les membres de l'opposition, on était finalement parvenu à la formation d'un Conseil Electoral Provisoire de consensus. Ce conseil dirigé par M. Pierre-Louis Opoint avait la lourde responsabilité de permettre à un président élu de prêter serment le 7 février 2016, de rendre fonctionnel le parlement et de renouveler le personnel politique au niveau local. Effectivement, le processus a été lancé et le 9 août 2015, le premier tour des élections législatives a été réalisé. En dépit des faiblesses de la machine électorale et de la contestation des résultats de ces élections, le deuxième tour des législatives, le premier tour des présidentielles et les élections municipales ont été réalisés le 25 octobre de la même année.

Malheureusement, ces dernières élections, principalement, les présidentielles ont été énergiquement contestées par les candidats à la présidence, en opposition au pouvoir en place. Le pays sombra dans une crise post – électorale, le deuxième tour des présidentielles n'a pu être réalisé tel que prévu le 24 janvier 2016 ; par conséquent, le président en place a été contraint de laisser le pouvoir sans un président élu pour le remplacer le 7 février 2016. Ainsi, à la faveur d'un accord signé entre l'Exécutif et le Parlement entre les 5 et 6 février 2016, l'ancien sénateur Jocelerme Privert, a été élu au second degré pour diriger la période de transition initialement fixée pour 120 jours, avec pour principale mission de poursuivre le plus rapidement possible, le processus électoral interrompu en 2015. Mais, les décisions prises par le nouveau conseil électoral provisoire mis en place pour redémarrer la machine électorale, la mise en application des recommandations du rapport de la Commission d'Évaluation et de Vérification Électorale (CIEVE) chargée de faire la lumière sur les élections du 25 octobre 2015, telle que sollicitée par une large frange de la population, et le passage du puissant ouragan Matthew dans plusieurs régions du pays ont fait trainer la transition jusqu'à février 2017.

Ce résumé du rapport d'observation du cycle électoral de 2015 à 2017, présente les différentes observations et recommandations de l'Observatoire Citoyen pour l'Institutionnalisation de la Démocratie (OCID), consortium de la société civile, créé en janvier 2015 et formé de l'Initiative de la Société Civile, du Centre Œcuménique de Droits Humains et de JURIMEDIA. Ces observations et recommandations concernent les périodes préélectorale, électorale et postélectorale allant du 9 août 2015 au 29 janvier 2017.

**2. Méthode d'observation adoptée.** – Pour observer les différentes compétitions électorales de 2015 à 2017 et pour monitorer les environnements électoraux, l'OCID a utilisé une méthodologie qui a connu un succès dans plus de 50 pays dans le monde. Elle est connue sous une appellation anglaise : « *Sample-Based Observation – SBO* ». C'est une observation électorale systématique (scientifique) fondée sur le déploiement des observateurs et observatrices dans un échantillon aléatoire et représentatif de l'ensemble des bureaux de vote. Les données d'observation collectées et analysées aux points de l'échantillon permettent de faire une projection au niveau national sur la réalité de l'ensemble des bureaux de vote. Cette méthodologie fournit la garantie de pouvoir décrire de façon objective les conditions du déroulement du scrutin sur l'ensemble du territoire, en tenant compte des niveaux de précision statistique.

Globalement, OCID avait mobilisé plus de 2000 observatrices et observateurs bénévoles pour l'observation des compétitions politiques de 2015 à 2017.

### **3. Résumé des principales observations et recommandations de l'OCID pour la période pré-électorale, électorale et post – électorale des élections du 9 Août 2015**

**Période pré-électorale.-** Les premières observations pré-électorales de l'OCID des élections d'août 2015, portait sur le processus d'inscription des candidats et candidates aux élections législatives au niveau des onze (11) Bureaux Électoraux Départementaux (BED) du pays. Globalement, 93,7% des candidats interviewés par les 11 coordonnateurs régionaux de l'OCID jugeaient correct le traitement dont ils ont été l'objet dans les BED et 77,1% pensaient que le traitement des contestations a été impartial. En ce sens, OCID avait signalé que la machine électorale a fait un démarrage pour le moins satisfaisant, nonobstant quelques défaillances surtout d'ordre logistique que l'institution électorale devrait corriger.

Cette activité a été suivie d'une enquête pré-électorale sur la perception de la population des valeurs démocratiques et du comportement des Haïtiens par rapport au processus politique en mai 2015. Pour ce faire, 1,640 bénévoles du réseau d'observateurs de l'OCID répartis en 730 paires avaient interrogé un échantillon de 3,700 citoyennes et citoyens, choisis suivant la méthode de la marche aléatoire au niveau des dix départements du pays. Les entrevues ont porté, entre autres, sur les questions suivantes : leurs attentes par rapport au processus électoral, leurs principaux besoins socio-économiques, leur intérêt pour la chose publique, leur rapport à la problématique de la fraude électorale et leur degré de confiance dans les hommes et les institutions politiques.

Selon les données systématiques recueillies et analysées, un segment significatif du public n'était pas intéressé par la politique. D'autres préoccupations comme la pauvreté et le chômage prédominaient sur la politique. Nombreux sont ceux qui croyaient que le gouvernement n'était pas intéressé par leur sort et le niveau de méfiance envers les politiques est élevé. Par ailleurs, les trois quarts des sondés soutenaient que le vote électronique est de nature à améliorer la qualité des élections.

**L'observation de la journée électorale du 9 août 2015.-** Un total de 1762 points d'échantillon de bureau de vote a été ciblé pour le déploiement des observateurs et observatrices lors des élections du 9 août. L'évaluation de la première partie de la journée électorale (ouverture du vote) à partir des données collectées dans la matinée par 74% de l'échantillon révélait que le début de la journée électorale du 9 août a été perturbé par de sérieux incidents. De graves incidents, tels: sabotage de Bureaux de Vote et de matériels électoraux, bourrages d'urnes, altercations entre mandataires, jets de pierres, irruptions d'individus armés dans l'espace réservé au scrutin, interruption du processus de vote dans plusieurs centres de vote ont été observés dans plusieurs centres de vote.

La journée électorale a été bouclée dans des conditions particulièrement difficiles. Les données collectées et analysées d'environ 67.37% de l'échantillon national, aléatoire et représentatif des bureaux de vote, dénotent que le processus de vote a été interrompu dans 14.22% des bureaux de vote, incidents de violence ont été enregistrés dans 9.71% des BV et des personnes armées ont fait irruption dans 6.07% des bureaux de vote.



Environ 525 cas d'incident ont été répertoriés. Les départements de l'Ouest, de l'Artibonite, et du Nord occupaient respectivement 47%, 16% et 12% de ces cas. Les jets de pierre ou de tessons de bouteille représentaient 16% des incidents de la journée électorale suivis d'actes de violence (attaque physique / la destruction de biens / matériaux et documents électoraux) avec 12% des incidents.

Fort de ces constats, OCID avait déploré que certaines défaillances d'ordre technique et organisationnel aient entraîné des perturbations et surtout que quelques acteurs aient eu recours à la violence privant ainsi une partie de la population de son droit à exprimer librement ses choix politiques et mettant en danger le processus démocratique.

**Période post – électorale du 9 août 2015.-** Avec un taux de participation relativement faible, estimé par le CEP à 18% au niveau national et controversé par des actes de violences et d'irrégularités, le scrutin du 9 août a été vivement contesté par certains acteurs de la classe politique, principalement les candidats et critiqué dans l'opinion publique. Après la publication des résultats préliminaires, 39 cas de contestation pour les sénatoriales et 163 cas pour la députation ont été conduits devant les instances contentieuses. Les griefs et réclamations concernaient globalement: le recomptage des votes (49% des cas), l'annulation de certains centres / bureaux de vote (24%), dénonciation de fraudes électorales (15%) et l'annulation des élections dans certaines zones (12%). Les résultats définitifs du premier tour des législatives ont été publiés le 27 septembre 2015 et ont jeté beaucoup de confusion et suscité bon nombre d'interrogations à propos du respect, par l'institution électorale, du Décret électoral ainsi que des règlements et procédures régissant la matière.

En guise de recommandations, l'OCID avait invité le Conseil Electoral à se concerter avec les partis politiques, les candidats ainsi que la société civile organisée et le monde universitaire, pour trouver une issue consensuelle à toutes les situations dans lesquelles la loi est muette ou inadaptée. Il encourageait le CEP à accorder une attention particulière : aux débats sur le mode de calcul des scores obtenus par les candidats et aux réactions sur la fixation du pourcentage de procès-verbaux validés en vue de décider de l'annulation ou non d'une circonscription ou d'un département ; à réexaminer sa décision de proclamer des résultats partiels pour des départements où un nombre significatif de procès-verbaux n'ont pas été validés et à sanctionner les candidats et les membres du personnel électoral contre lesquels il existait des preuves de violations graves du Décret électoral.

#### **4. Résumé des principales observations et recommandations de l'OCID pour la période pré-électorale, électorale et post – électorale du 25 octobre 2015**

**Période pré-électorale.-** Sur la base de certains engagements pris par le CEP, certains partis politiques se sont investis dans la campagne pour l'élection présidentielle maintenue pour le dimanche 25 octobre. Suite aux observations de l'OCID et aux données collectées et analysées quelques jours avant le scrutin du 25 octobre 2015, des faits plutôt troublants ont été relevés, lesquels risquaient de compromettre la réussite de ce scrutin.

Des actes de violence électorale ont été repérés dans environ 16.3 % des 52 communes observées. Il convenait de noter que les violences observées étaient de trois types : a) l'intimidation, pression et les menaces qui représentent 57.1 % de l'ensemble ; b) les blessures par balle et/ou à l'arme blanche (28.6%) ; c) et la destruction de biens (maisons, voitures, etc.). Ensuite, le défaut de paiement des salaires du personnel électoral et l'indisponibilité de fonds a été souligné comme un défi par 20% des responsables de BED et 18% des membres de BEC interrogés.

Par ces constats, l'OCID a été très préoccupé par la fragilité du climat de sécurité et le manque de signaux indiquant que les Forces de l'ordre ont le contrôle de la situation, à cinq jours de la tenue des élections ; la probabilité de nouveaux bourrages d'urnes, compte tenu de l'absence de sanctions pour les fraudes du genre commises le 9 août ; la probabilité que les incohérences non élucidées par le CEP, portant en particulier sur l'acceptation de certaines et le rejet d'autres décisions des BCED et du BCEN, mine la confiance des acteurs politiques et provoque des réactions disproportionnées de leur part ; la probabilité que les décisions des instances contentieuses du CEP, en flagrante contradiction avec les Résolutions du CEP, servent d'arguments à des candidats pour contester le mode de calcul de l'écart de 25% ; le manque de transparence au Centre de Tabulation où le traitement des procès-verbaux et leur mise en quarantaine sont réalisés sans la possibilité pour les observateurs et les partis politiques de vérifier réellement le processus, etc.

OCID avait formulé plusieurs recommandations pour une meilleure organisation du premier tour de la présidentielle et du second tour des législatives du 25 octobre 2015. Il conseillait au CEP de se hâter dans la préparation du 25 octobre ; à ne pas lésiner dans la correction des manquements du 9 août et à continuer à sanctionner, en toute impartialité, les candidats et les membres du personnel coupables d'irrégularités et d'exactions lors de ces joutes ; à trouver un terrain d'entente avec les concurrents aux élections sur l'épineuse question du seuil minimal de procès-verbaux acceptables pour valider une élection et sur l'imbroglio de la méthode de calcul ; à s'assurer que les membres de BV respectent strictement les procédures du vote.

A la Police nationale, l'OCID faisait un appel à beaucoup plus de vigilance en renforçant l'effectif policier dans tous les départements. L'Observatoire encourageait également l'Inspection Générale à faire preuve de plus de sévérité vis-à-vis des policiers qui ont participé aux violences et fraudes du 9 août dernier.

Aux acteurs politiques, l'OCID conseillait d'éviter toute forme de radicalisme, susceptible de saper la stabilité politique et conduire le pays vers des lendemains incertains. Aux instances contentieuses, OCID recommandait de respecter toutes les Résolutions et tous les

règlements pertinents du CEP, à l'occasion de leur délibération et prise de décision. Aux responsables du Centre de Tabulation, OCID les invitait à donner une conférence journalière pour présenter l'état d'avancement du processus, pour expliquer les procédés de vérification utilisés et les principales causes de rejet des procès-verbaux. L'Observatoire recommandait également qu'on publie les noms des avocats vérificateurs qui contrôlaient les procès-verbaux, ainsi que la liste des centres de vote dont ils sont responsables.

**Observation de la journée électorale du 25 octobre 2015.** – Pour l'observation des élections du 25 octobre, l'OCID avait déployé des observateurs dans un échantillon de 1830 bureaux de vote. S'appuyant sur les observations de ses observateurs et observatrices, l'OCID déduisait que le début de la journée électorale du 25 octobre 2015 était plutôt prometteur, elle avait démarré avec une amélioration sensible par rapport à la journée du 9 août.

Quant au déroulement du processus jusqu'à la fin du dépouillement et du comptage des votes, les données collectées par les observatrices et observateurs révélaient, globalement, que les joutes présidentielles, législatives et municipales du dimanche 25 octobre avaient constitué une expérience démocratique positive et prometteuse. Nonobstant les incidents liés à quelques défaillances ainsi qu'à l'entêtement de quelques individus mal intentionnés, les élections s'étaient tenues dans de meilleures conditions sécuritaires et ont été marquées par une participation appréciable de l'électorat. Suivant les méthodes de calcul de l'OCID, le taux de participation était autour de 30%. Les efforts consentis ainsi que les correctifs apportés par l'institution électorale et les forces de l'ordre ont indéniablement porté des fruits et avaient permis de projeter une image plus positive de la politique haïtienne.

Cela n'a pas empêché à l'OCID d'adresser au CEP certaines recommandations. Entre autres, il encourageait le CEP à trouver le mécanisme approprié pour éviter la résurgence d'incohérences quant à son acceptation de certaines décisions des BCED et du BCEN et le rejet d'autres. Il recommandait aux responsables du Centre de Tabulation de faire preuve de plus de transparence dans le traitement et la mise en quarantaine des procès-verbaux. L'observatoire insistait sur la nécessité pour les instances contentieuses de respecter toutes les Résolutions et tous les Règlements pertinents du CEP, à l'occasion de leur délibération et prise de décision.

**La période post-électorale du 25 octobre 2015.-** Contre toute attente, la journée électorale du 25 octobre 2015, bien qu'elle se soit déroulée dans un climat relativement calme, les rapports de plusieurs organismes d'observation, allaient, marquer le début d'une crise post-électorale à impacts majeurs sur la vie politique et économique du pays pendant le reste de l'année 2015 et l'année 2016.

Après la publication des résultats préliminaires et définitifs de la présidentielle qualifiant M. Jovenel Moïse et M. Jude Célestin pour le deuxième tour avec respectivement 32% et 25% des votes, des dénonciations de fraudes massives ont été faites par plus d'un. Ce qui allait amorcer une crise post-électorale.

Avant la publication des résultats préliminaires des élections du 25 octobre, l'OCID avait constaté un certain nombre de failles ou de maladroites dans la phase de tabulation des

votes, telles que : manque de transparence dans le mode opératoire du CTV, discontinuation des conférences de presse journalières , indisponibilité du manuel de fonctionnement du centre , manque de rigueur dans le processus de traitement des procès-verbaux validés au CTV mais comportant certaines irrégularités quant au nombre de signatures nécessaires, et finalement absence de contrôle, à priori, sur la possible existence de conflits d'intérêt entre les avocats vérificateurs et les candidats aux dernières élections.

Après la publication des résultats préliminaires des élections du 25 octobre, l'OCID avait inventorié un total de 110 actions en contestation des résultats : deux (2) pour la présidentielle, 9 pour les sénatoriales et 99 pour la députation. L'OCID suivait également les nombreux mouvements de mobilisation populaire visant à réfuter, particulièrement, les résultats de la présidentielle.

A cette phase du processus, l'OCID avait recommandé au CEP d'identifier et de sanctionner les commanditaires et/ou bénéficiaires des infractions liées aux tentatives d'altération frauduleuse des 490 procès-verbaux mis à l'écart et il lançait aussi un appel à tous les candidats aux élections du 25 octobre et leurs partisans à tenir un comportement responsable et à penser avant toute chose à l'avenir du pays et à la nécessité de consolider la démocratie haïtienne.

Par rapport aux recommandations de la Commission d'Évaluation Électorale Indépendante (CEEI) mise en place en décembre 2015, l'Observatoire appelait à la conscience citoyenne et patriotique des acteurs directement impliqués afin d'éviter le pire. Il continuait aussi à inviter la population haïtienne à une vigilance citoyenne active et non-violente.

Malheureusement, à l'approche du 24 janvier 2015, date retenue pour le deuxième tour de la présidentielle, les tensions politiques s'aggravaient de façon inquiétante, les actes de violence se multipliaient, un climat d'incertitude, de peur et d'insécurité s'installait au sein de la population. Ainsi, l'OCID avait estimé que les conditions n'étaient pas réunies pour tenir, le 24 Janvier, des élections susceptibles de garantir la légitimité du Président qui serait élu, ni sa capacité à créer le climat de paix et de stabilité nécessaires au bon fonctionnement de la vie sociale et politique et à la relance de l'économie du pays. Il avait, donc, décidé de ne pas observer un éventuel scrutin du 24 janvier mais demeurait vigilant en ce qui concerne le processus démocratique en général. Par ailleurs, il invitait les Responsables des trois Pouvoirs de l'Etat, à se concerter et à consulter les acteurs politiques concernés et les différents secteurs de la vie nationale, pour proposer à la Nation une solution qui permette la poursuite du processus électoral dans des conditions acceptables et la continuité au sein du Pouvoir Exécutif après le 7 Février, conformément aux dispositions de la Constitution haïtienne.

## **5. Résumé des principales observations et recommandations de l'OCID pour la période pré-électorale, électorale et post – électorale du 20 novembre 2016**

**Période pré-électorale.-** Depuis mars 2016, l'OCID avait engagé un ensemble de consultations afin d'élaborer un documentaire de plaidoyer pour la réforme du système électoral haïtien, lequel présentait une analyse succincte des anomalies, lacunes et dysfonctionnements observés dans le système électoral en 2015. Il s'articulait autour de quatre grands axes : le cadre normatif, le cadre institutionnel, l'aspect procédural et les répercussions de la crise sociétale multiforme sur le fonctionnement du système électoral.

Parallèlement, une enquête a été réalisée pour s'enquérir de l'état d'avancement des dossiers et du suivi assuré par les autorités judiciaires pour punir les coupables des incidents survenus lors des élections du 9 août et du 25 octobre 2015. Suite aux données collectées et analysées, l'OCID avait recommandé au nouveau Conseil Electoral, au CSPJ, au Gouvernement provisoire d'alors et au Parlement, de travailler au renforcement des mécanismes juridiques et judiciaires du système électoral.

Par ailleurs, le rapport de la Commission Indépendante d'Evaluation et de Vérification électorale (CIEVE) avait été également commenté et analysé par OCID. Au-delà des limites ou des faiblesses constatées dans le travail de la Commission, l'OCID considérait qu'en recommandant la reprise de la présidentielle, ce rapport offrait une occasion pour les autorités politiques et les responsables de l'institution électorale, d'initier la réforme du système électoral haïtien. Quant aux recommandations, l'OCID avait formulé le vœu que les prochaines joutes ne seraient plus le reflet des tares de la culture politique haïtienne. Il a osé espérer que les acteurs feraient montre d'un esprit de dépassement afin de présenter une meilleure image du pays sur la scène internationale. L'observatoire conjurait les décideurs et tous les acteurs politiques et de la société civile à faire de leur mieux pour s'assurer que la reprise de l'élection présidentielle soit un succès et garantisse la stabilité politique dont la population a tant besoin.

Quelques jours après l'ouverture de la campagne électorale pour les élections initialement prévues le 9 octobre 2016, soit le mardi 30 août, l'OCID avait jugé nécessaire d'attirer l'attention des conseillers électoraux et des responsables de l'ONI sur le processus de recrutement des membres des bureaux de vote et des superviseurs électoraux et sur le fonctionnement de l'ONI et la problématique de l'identification des électeurs. Suite aux constats faits, l'OCID recommandait au CEP de garder une attitude proactive dans le cadre de la préparation du scrutin, particulièrement pour la formation du personnel vacataire, les arriérés de salaires, la campagne de sensibilisation et l'évaluation continue des membres des BED et des BEC. L'observatoire interpellait les responsables de l'ONI sur l'impérieuse nécessité que la distribution des CIN soit faite de manière ordonnée et que des registres soient bien tenus afin d'en assurer un contrôle régulier. L'OCID invitait également les acteurs politiques et de la société civile ainsi que toute la population haïtienne à se mobiliser en vue de s'assurer que tous les détenteurs de CIN disponibles à l'ONI puissent les réclamer.

Au cours de la campagne électorale, l'OCID avait présenté au public en général et à la presse en particulier, les résultats d'un travail scientifique sur l'offre politique de quatre candidats à

la présidentielle du 9 octobre 2016. Il s'agissait notamment de : Jean Henry Céant, Jude Célestin, Moïse Jean Charles, Jovenel Moïse.

Malheureusement, suite aux dégâts causés par l'ouragan Matthew dans plusieurs régions du pays les 4 et 5 octobre 2016, les élections ont dû être reportées au 20 novembre. Une enquête réalisée au niveau des centres de vote endommagés et des interviews réalisées avec des responsables des BEC ont permis à l'OCID de faire une évaluation de l'état d'avancement des travaux de réhabilitation et de faire des recommandations aux principaux acteurs quelques jours avant le 20 novembre. Principalement, l'OCID invitait : le gouvernement à accélérer les travaux pour que la totalité des centres de vote soient disponibles à recevoir les électeurs et électrices le 20 novembre ; le CEP à tout mettre en œuvre pour s'assurer que les électeurs et électrices soient orientés vers leur centre de vote respectif et sensibiliser en particulier les électeurs et électrices des zones affectées par l'ouragan Matthew à se rendre aux urnes ; les partis politiques, les candidats et candidates aussi bien que les médias à participer pleinement à la sensibilisation électorale et à éviter les interventions susceptibles de démobiliser la population; tous les acteurs, et particulièrement le gouvernement et les autorités judiciaires, à jouer pleinement leur rôle pour assurer la sécurité des vies et des biens au cours de cette journée électorale si cruciale pour le peuple haïtien.

**Observation de la journée électorale du 20 novembre 2016.** – Pour l'observation de ces joutes électorales, l'OCID avait déployé des observateurs et observatrices dans un échantillon de 1203 bureaux de vote et 302 centres de vote (à l'extérieur des centres de vote). Sur la base des données recueillies dans la matinée, l'OCID avait jugé que les conditions dans lesquelles le vote a démarré constituaient un bon départ de la journée électorale, même dans les zones affectées par les catastrophes. En ce sens, l'OCID avait recommandé à tous les acteurs impliqués dans le processus électorale (surtout les partis politiques, les candidats et candidates, leurs partisans ainsi que les forces de l'ordre) de garder un comportement démocratique jusqu'à la fin du processus. Les résultats des élections devaient être le reflet du verdict des urnes et non l'expression de fraudes (bourrages d'urnes et autres) ou de mouvements violents à travers les rues. L'Observatoire encourageait tous les citoyens et les citoyennes qui n'avaient pas encore voté à se dépêcher pour le faire avant la fermeture des bureaux de vote.

Des données recueillies dans la soirée après le dépouillement et le comptage des votes, révèlent globalement, selon l'OCID, que les joutes présidentielles et législatives du dimanche 20 novembre constituaient une expérience démocratique réussie et porteuse d'espoir pour la stabilité politique du pays, en dépit des incidents et irrégularités mineurs observés. Donc, l'Observatoire concluait que les élections se sont tenues dans de bonnes conditions sécuritaires et ont été marquées par une participation plus ou moins acceptable de l'électorat, même dans les départements touchés par le désastre.

Toutefois, il avait encouragé le CEP à rester vigilant et perspicace pour relever les défis qui l'attendaient dans les phases suivantes. L'OCID invitait tous les acteurs politiques, en particulier les candidats, à faire preuve de fair play et à respecter strictement le décret électorale dans la phase post-électorale (se garder de faire des pronostics, utiliser la voie légale pour les contestations éventuelles).

**La période post-électorale du 20 novembre 2016.** – Cette période a été marquée par la tabulation des votes et la contestation des résultats préliminaires. Suite aux observations du processus de tabulation des votes, l’OCID avait formulé certaines recommandations. L’OCID invitait le CEP à apporter de nouveaux correctifs dans le travail du Centre de tabulation, et notamment : motiver et publier progressivement toutes les décisions de mise à l’écart ou de réinsertion de tout PV ayant fait l’objet du contrôle de conformité ; à la lumière des protestations suscitées par la tabulation des votes, réviser le Manuel de procédures du CTV pour mieux préciser les critères de validation ou d’invalidation des PV pour éviter toute ambiguïté ; fournir un rapport explicatif sur les PV non reçus au CTV et améliorer la qualité des photos de PV postées sur le site. L’OCID exhortait les partis politiques et candidats qui désapprouvaient les résultats préliminaires à saisir, dans les formes et délais requis et sans recours à la violence, les organes contentieux habilités à statuer sur ces contestations.

Les résultats préliminaires pour la présidentielle plaçaient Jovenel Moïse du PHTK en tête avec 55.67% des votes, suivi de Jude Celestin de LAPEH avec 19.52%, de Moïse Jean Charles avec 11.04% et de Maryse Narcisse de Lavalas avec 8.99%. Suite à la publication de ces résultats, OCID avait inventorié 30 cas de contestation enregistrés par le CEP, dont trois pour la présidentielle, sept pour les sénatoriales et 20 pour la députation.

Au cours du traitement des cas, l’OCID avait exprimé sa préoccupation face au tohu-bohu juridico-politique entourant la phase des contestations et regrettait que le débat autour de l’amendement des règlements du contentieux électoral n’ait pas été plus ouvert aux partis politiques et candidats et n’ait pas fait l’objet d’un plus large consensus. L’OCID conviait le CEP à tenir compte de l’importance du caractère participatif et transparent du processus et des enjeux de ces élections pour l’avenir du pays. Du même coup, il condamnait les manifestations violentes et les discours d’intimidation des partisans de certains groupements politiques.

## **6. Résumé des principales observations et recommandations de l'OCID pour la période pré-électorale, électorale et post – électorale du 29 janvier 2017.**

**Période préélectorale.-** A quelques jours du scrutin du 29 janvier, l'Observatoire avait évalué l'environnement pré-électoral, tant du point de vue des préparatifs logistiques et techniques que des enjeux politiques. Des interviews avec les responsables des BEC et des candidats ont été réalisées. Sur la base des données collectées, l'OCID invitait le Conseil Electoral, le gouvernement et toutes les institutions concernées à tout mettre en œuvre pour la réussite du scrutin du dimanche 29 janvier. L'Observatoire encourageait particulièrement les autorités chargées de la sécurité publique à réitérer les mesures qui ont facilité la bonne tenue des joutes du 20 novembre dernier et à tenir compte des nouveaux pôles de tensions sociales et politiques sur le territoire. L'OCID recommandait en particulier au CEP de faire un effort spécial de communication auprès des électeurs et des électrices des villes en vue de les informer au sujet du découpage des zones urbaines en relation avec l'élection des Délégués de ville et d'intensifier la campagne de motivation/sensibilisation auprès de l'électorat.

**Observation de la journée électorale du 29 janvier 2017.** – Pour l'observation de ces élections, un total de 904 points d'échantillon de bureau de vote a été couvert, soit 559 observateurs ont été déployés pour observer la qualité du processus au niveau national et 345 pour observer qualitativement et quantitativement le processus dans le département du Centre.

Sur la base des données recueillies pour 98 % de l'échantillon national et représentatif de 904 bureaux de vote dans la matinée, OCID avait affirmé que le scrutin a globalement débuté dans des conditions sécuritaires et organisationnelles acceptables. Ses recommandations visaient à encourager tous les citoyens et les citoyennes qui n'avaient pas encore voté à se dépêcher pour le faire avant la fermeture des bureaux de vote et à demander aux acteurs impliqués dans le processus électoral (surtout les partis politiques, les candidats et candidates, leurs partisans ainsi que les forces de l'ordre) de garder un comportement démocratique jusqu'à la fin du processus.

A la fermeture des bureaux, au dépouillement et au comptage des votes, les données collectées pour 98.78% de l'échantillon ont permis à OCID de constater que les élections s'étaient, globalement, tenues dans de bonnes conditions sécuritaires, nonobstant quelques incidents de violence, notamment dans le département du Centre. Contre toute attente, il avait relevé que le taux de participation était légèrement supérieur à celui des élections du 20 novembre 2016. L'OCID encourageait vivement le CEP et tous les acteurs politiques à œuvrer en vue de compléter le processus électoral en bonne et due forme, notamment, en corrigeant les lacunes enregistrées dans le processus de tabulation des votes et de contestation des résultats.

Il encourageait également les acteurs politiques et ceux de la société civile, le Parlement, le CEP et le gouvernement à coopérer pour lancer, immédiatement après la fin du processus électoral, l'impérieuse réforme du système électoral. Enfin, il recommandait au CEP et aux autorités judiciaires de poursuivre et de réprimer sévèrement les actes de violence qui ont perturbé le processus électoral, ainsi que les tentatives de fraudes impliquant membres du personnel électoral, candidats ou électeurs. Il en a profité pour exhorter les autorités concernées, en particulier le CEP et le gouvernement, à s'assurer que les élections indirectes



pour la mise en place des assemblées des collectivités territoriales soient enclenchées immédiatement après l'investiture des ASEC et Délégués de ville.

**7. Conclusion et recommandation** - L'Observatoire citoyen pour l'institutionnalisation était heureux de faire cette expérience d'observation électorale systématique en Haïti. Il espère que les élus des différentes compétitions électorales de 2015 – 2017 puissent se mettre au travail afin de garantir les droits de la majorité de la population qui n'a pas accès à une éducation de qualité, à des soins de santé, à la sécurité, à un logement décent, à une alimentation saine et équilibrée. Il espère également que les nouvelles autorités prennent les dispositions nécessaires et légales pour que le pays soit doté d'un système électoral garantissant dans la transparence, le droit de vote de chaque citoyenne et citoyen haïtien.

# Rapò Obsèvasyon Pwosesis Elektoral 2015-2017

## Rezime

### 1. Kontèks.-

Prezidan Joseph Michel Martelly te opouvwa depi 14 me 2011. Rive sou 4èm ane manda li a, vin gen ijans ki dekrete pou kreye bon jan kondisyon dekwa pou renouvle pèsònèl politik peyi a atravè reyalizasyon eleksyon jeneral an 2015. Apre plizyè mwa diskisyon avèk manm opozisyon yo, vin finalman gen antant pou fòmasyon yon Konsèy Elektoral Pwovizwa Konsansis. Konsèy sa a, avèk Misye Pierre-Louis OPONT alatèt li, te gen gwo chay responsablite pou gen yon prezidan eli ki prete sèman 7 fevriye 2016, pou rann palman an fonksyonèl epi renouvle pèsònèl politik yo sou plan lokal. Vrèmanvre, pwosesis la te lanse. Epi 9 dawou 2015, premye tou eleksyon lejislatif yo te rive fèt. Malgre feblès machin elektoral la moun te konstate, malgre kontestasyon rezilta eleksyon sila yo, men dezyèm tou eleksyon lejislatif yo, premye tou eleksyon prezidansyèl yo ak eleksyon minisipal yo te rive reyalize jou 25 oktòb menm ane a.

Men malerezman, dènye eleksyon sila yo, sitou eleksyon prezidansyèl yo, moun te konteste yo avèk fòs, espesyalman kandida pou pòs prezidan yo ki opoze ak pouvwa anplas la. Konsa, peyi a plonje nan yon kriz pòselektoral. Epi, 2èm tou eleksyon prezidansyèl yo pa te rive abouti jan sa te prevwa pou 24 janvyè 2016. Prezidan an te sètoblite kite pouvwa a san pa gen yon prezidan eli pou ranplase li 7 fevriye 2016. Ant 5 e 6 fevriye 2016, Egzekitif la ak Palman an rive siyen yon Akò. Epi ansyen Senatè Jocelerme PRIVERT, nan yon eleksyon segon degre, jwenn apwobasyon Palman an pou li dirije peyi a pandan maksimòm 120 jou. Misyon prensipal yo konfye nouvo prezidan an se rapousib pwosesis elektoral ki te kanpe an 2015 lan. Men desizyon nouvo Konsèy Elektoral Pwovizwa a te pran yo pou fè redemare pwosesis la, aplikasyon rekòmandasyon rapò Komisyon Evalyasyon e Verifikasyon Elektoral ki te anchaje fè limyè sou eleksyon 25 oktòb 2015 yo, jan yon bon pati nan popilasyon te mande sa a, epi pasaj siklòn Matyou nan plizyè rejyon peyi a, tout sikonstans sila yo fè tranzisyon an trennen jouk rive fevriye 2017.

Rezime rapò obsèvasyon rawonn elektoral 2015-2017 sa a, li prezante diferan obsèvasyon ak rekòmandasyon Obsèvatwa Sitwayen pou Enstitisyonalizasyon Demokrasi (OCID), kise yon Konsòsyòm Sosyete Sivil la ki te kreye an 2015 ak twa (3) òganizasyon sa yo : Inisyativ Sosyete Sivil, Sant Ekimenik Dwa Imen epi Jirimedya. Obsèvasyon ak rekòmandasyon sila yo anglobe peryòd avan

eleksyon, pandan eleksyon epi apre eleksyon, kivledi peryòd 9 dawou 2015 pou rive 29 janvyè 2017.

## **2. Metòd obsèvasyon adopte.-**

Pou obsève diferan konpetisyon elektoral, soti 2015 pou rive 2017, epi suiv evolisyon anviwonman eleksyon yo, OCID te itilize yon metodoloji ki reyisi nan plis pase 50 peyi nan lemonn. Non angle metodoloji a se: Sample-Based Observation (SBO). Se yon obsèvasyon elektoral sistematik ki fonde sou deplwaman obsèvatè ak obsèvatris nan yon echantiyon chwazi paraza, men ki reprezantatif totalite biwo vòt yo mete ansanm. Tout done obsèvasyon ki kolekte yo epi ki analize yo selon echantiyon an, y ap pèmèt moun fè yon pwojeksyon onivo nasyonal sou tout biwo vòt yo mete ansanm. Metodoloji sa a bay bon jan garanti pou dekri kòm sadwa kondisyon dewoulman vòt la sou tout teritwa a nan respekte nivo presizyon estatistik yo.

Angwo, OCID te mobilize plis pase 2000 obsèvatè benevòl pou obsèvasyon konpetisyon politik 2015-2017 yo.

## **3. Rezime prensipal obsèvasyon ak rekòmandasyon OCID pou peryòd avan, pandan epi apre eleksyon 9 dawou 2015 yo**

**Peryòd anvan eleksyon 9 dawou yo.-** Premye obsèvasyon OCID te fè anvan eleksyon 9 dawou 2015 yo se te sou pwosesis enskripsyon kandida yo pou eleksyon lejislatif yo nan onz (11) Biwo Elektoral Depatmanal (BED) peyi a. Angwo, 93,7% kandida 11 kowòdonatè rejyonal OCID te poze kesyon te twouve kalite trètman yo te resevwa nan BED te kòrèk epi 77,1% twouve trètman kontestasyon yo te fèt san paspouki. Nan sans sa a, OCID te siyale ke machin elektoral la fè yon demaraj ki satisfèzan, men sou plan lojistik, enstitisyon elektoral la te gen pou li korije kèk defayans.

Apre aktivite pwosesis enskripsyon kandida yo, OCID te fè yon ankèt anvan eleksyon yo pou konnen ki pèsèpsyon popilasyon an konsènan valè demokratik yo ak konpòtman ayisyen yo parapò ak pwosesis politik la nan mwa me 2015 lan. Pou reyalize ankèt sa a, 1640 benevòl nan rezo obsèvatè OCID la te divize fè 730 pè obsèvatè pou poze yon echantiyon 3700 sitwayen kesyon. OCID te chwazi echantiyon an selon metodoloji pa aza nan tout 10 departman peyi a. Ak moun k ap reponn kesyon yo, anketè yo te abòde paregzanp kèk kesyon sila yo: sa moun yo ap atann nan pwosesis elektoral la, prensipal bezwen sosyo-ekonomik moun yo, enterè yo pou bagay ki gen rapò ak bagay piblik, relasyon

moun yo ak pwoblèm fwod nan eleksyon, nivo konfyans yo nan aktè politik yo ak nan enstitisyon politik yo.

Dapre done sistematik ki te rekòlte epi analize, gen yon tranch enpòtan nan popilasyon an ki pa te enterese nan zafè politik. Pwoblèm povrete ak chomaj plis preyokipe moun yo pase kesyon politik la. Yon bon valè moun kwè sò yo pa enterese gouvènman an. Nivo mefyans popilasyon an pou sa ki gen awè ak politik wo anpil. Malgre sa, twaka moun OCID te rive poze kesyon yo gen konviksyon ke vòt elektwonik ka amelyore kalite eleksyon yo.

**Obsèvasyon jounen elektoral 9 dawou 2015 lan.-** OCID te sible yon total 1762 pwen echantiyon nan biwo vòt yo pou deplwaman obsèvatè jou eleksyon 9 dawou yo. Dapre enfòmasyon OCID te resevwa nan 74% echantiyon biwo vòt yo te montre ke premye pati jounen eleksyon an te gen gwo ensidan ki te twouble l seryezman. Ensidan tankou sabotaj Biwo vòt ak materyèl elektoral yo, bouraj bwat pou resevwa bilten vòt elektè yo, altèkasyon ant mandatè, kalonay wòch, antre moun ak zam nan espas ki rezève pou vòt yo, sispansyon pwosesis vòt la nan plizyè sant vòt ; se tout bagay sa yo obsèvatè yo te konstate nan plizyè sant vòt.

Jounen eleksyon an te bout nan kondisyon ki te toutafè difisil. Anviwon 67,37% done ki te kolekte epi analize nan echantiyon nasyonal ki reprezantatif globalite biwo vòt yo, te pèmèt OCID konstate ke pwosesis vòt la te kanpe nan 14,22% biwo vòt. Obsèvatè yo te wè gen zak vyolans nan 9,71% BV epi moun ak zam te antre zam alamen nan 6,07% Biwo Vòt.

Gen anviwon 525 ensidan obsèvatè yo te idantifye. Pou depatman Lwès la se 47% ka. Gen 16% ka ki te anrejistre nan Latibonit epi 12% nan depatman Sant. Kalonay wòch ak kalonay moso boutèy reprezante 16% nan ensidan jounen elektoral la. Apre sa, gen 12% lòt ensidan tankou atak fizik, destriksyon byen, materyèl ak dokiman elektoral yo.

Devan konsta sa yo, OCID te regrete deske kèk defayans sou plan teknik ak sou plan òganizasyonèl te sèvi pretèks pou okazyone twoub pandan jounen eleksyon an. OCID te sitou regrete te gen aktè ki te pran wout vyolans. Konsa, yo te anpeche yon pati nan popilasyon an jwi dwa yo genyen pou yo ekspriye chwa yo libelibè epi latwoublay sa yo te mete pwosesis demokratik la andanje.

**Peryòd apre eleksyon 9 dawou 2015 lan.-** Valè moun ki te patisipe nan eleksyon sa yo te fèb anpil. KEP a te estime te gen sèlman 18% moun ki te patisipe nan eleksyon sa yo sou plan nasyonal. Zak vyolans ak anpil iregilarite nan eleksyon 9 dawou yo te okazyone diskisyon ak kontestasyon bò kote aktè klas politik yo, espesyalman kandida yo. Opinyon piblik la te kritike eleksyon 9

dawou yo tou. Apre piblikasyon rezilta preliminè yo, te gen 39 ka kontestasyon pou eleksyon senatoryal yo epi 163 ka pou depite yo. Tout ka sa yo te devan biwo kontansye yo. Repwòch ak reklamasyon yo te angwo konsènen : rekontaj vòt ( 49 % ka ), anilasyon sèten sant biwo vòt (24%), denonsyasyon fwod elektoral (15%) epi 12% konsènan anilasyon eleksyon yo nan kèk zòn. Yo te pibliye rezilta definitif eleksyon lejislatif yo nan dat 27 septanm 2015. Rezilta sa yo te lage anpil konfizyon epi souleve anpil dout apwopo respè Dekrè elektoral la, règleman ak pwosedi yo sou zafè eleksyon pa bò kote KEP la. Kòm rekòmandasyon, OCID te envite Konsèy Elektoral la pou li konsète avèk pati politik yo, kandida yo epi avèk Sosyete sivil òganize a epi monn inivèsitè a dekwa pou jwenn yon konsansis pou tout sityasyon kote lalwa bèbè oubyen kote lalwa pa adapte. OCID te ankouraje KEP la pou li gen yon atansyon espesyal sou pwèn sa yo: deba sou fason yo kalkile kantite vòt kandida yo fè, sou reyaksyon ki genyen sou jan yo fikse pousantaj pwosevèbal valid yo dekwa pou decide si pou anile oswa si pou pa anile eleksyon nan yon sikonskripsyon oubyen nan yon departman. OCID te mande KEP la pou egzamine yon lòt fwa desizyon l te pran pou pibliye rezilta pasyèl pou kèk departman kote te gen yon valè pwosevèbal ki pa te valid epi sanksyone kandida ak manm pèsònèl elektoral kote te gen bonjan prèv vyolasyon Dekrè Elektoral la.

#### **4. Rezime prensipal obsèvasyon ak rekòmandasyon OCID pou peryòd anvan, pandan ak apre eleksyon 25 oktòb yo,**

**Peryòd anvan eleksyon 25 oktòb yo .-** Sou baz kèk angajman KEP la te pran, kék pati politik te lanse yo nan kanpay elektoral pou eleksyon prezidansyèl la ki te kenbe pou dimanch 25 oktòb. Alasuit tout obsèvasyon OCID fè epi dapre tout done li kolekte epi analize kèk jou anvan jou eleksyon 25 oktòb 2015 yo, te gen anpil siy twoublan moun te note. Move siy sa yo te riske mete reyisit jounen eleksyon an nan move dra.

Te gen 16,3% zak vyolans elektoral OCID te rive idantifye nan 52 komin obsèvatè li yo te obsève. Fòk nou di te gen 3 kalite zak vyolans OCID te note: a) entimidasyon, presyon ak menas reprezante 57,1% ; an) moun ki blese ak bal epi oubyen ak zam tranchan reprezante 28,6%; b) epi destriksyon byen moun, tèleka kay, machin elatriye. Ansuit, pwoblem pesonel elektoral yo ki pa touche ak pwoblem lajan ki pa disponib reprezante yon gwo defi pou 20% responsab BED ak 18% manm BEK obsevatè OCID yo te poze kesyon.

Konsta sa yo te yon gwo sijè preyokipasyon pou OCID, espesyalman : klima sekirite a te frajil anpil e te manke gen siy klè ki endike ke fòs ki la pou mete lòd yo te gen kontwòl sitiyasyon an toutbon vre, sèlman senk (5) jou anvan eleksyon yo; akòz pat gen sanksyon kont moun ki te enplike nan magouy/fwod ki te fet nan eleksyon 9 dawout yo sa te kite pot tou louvri pou menm bagay sa yo repete nan eleksyon 25 oktòb k ap vini yo ; KEP la pat esplike enkoyeans ki te genyen, espesyalman pou sa ki konsène akseptasyon osinon rejè kèk desizyon BCED ak BCEN. Silans sou rezon ki motive desizyon sila yo se bagay ki te minen konfyans aktè politik yo epi te fè gen reyaksyon ki depase mezi bò kote yo. Te gen anpil chans pou kontradiksyon ant desizyon enstans kontansye KEP la ak Rezolisyon KEP la limenm sèvi pretks pou Kandida yo konteste mòd kalkil konsènan eka 25% an ; te manke transparans nan Sant Tabilasyon an kote tretman pwosevèbal yo ap fet la, kote tou y ap mete kèk ladan yo sou kote san yo pa bay obsèvatè yo ak manm pati politik yo posiblite pou verifye vrèmanvre pwosesis la.

Nan sans sa a, OCID te fè plizyè rekòmandasyon pou yon pi bon òganizasyon premye tou eleksyon prezidansyèl la ak dezyèm tou eleksyon lejislatif 25 oktòb 2015 yo. Li te konseye KEP la ale pi vit nan preparasyon lap fè pou eleksyon sa yo. Li te konseye KEP la pou li pa nan grate tèt osijè koreksyon mankman ki te genyen nan eleksyon 9 dawout yo, epi kontinye sanksyone san paspouki tout kandida ak tout manm pèsònèl yo ki koupab nan magouy ak zak malonèt pandan eleksyon pase yo. OCID te rekòmande KEP la pou chache jwenn yon

antant avèk kandida yo sou kesyon konsènan minimòm pwosevèbal akseptab pou rive valide yon eleksyon epi sou kesyon metòd kalkil la. OCID te mande KEP la pou li asire li manm BV yo respekte pwosedi vòt la san fay.

Kanta pou Polis Nasyonal la, OCID te mande li pou li pi vijilan epi pou li ranfòse efektif polisye yo nan tout depatman yo. Obsèvatwa a te mande Enspeksyon Jeneral la pou li montre li pi sevè vizavi polisye ki te patisipe nan zak vyolans ak fwod nan eleksyon 9 dawou yo.

Kanta pou aktè politik yo, OCID te konseye yo evite tout atitid tet red /radikal ki kapab wonje baz establi politik la epi kondi peyi a nan yon demen ki san okenn sètitud. Pou enstans kontansye yo menm, OCID te rekòmande pou yo respekte tout rezolisyon ak tout règleman KEP la pran pandan delibèasyon ak desizyon yo pran. Kanta pou responsab Sant Tabilasyon yo, OCID envite yo bay chak jou yon konferans pou prezante koman pwosesis la ap avanse, pou esplike metod verifikasyon yo itilize epi esplike prensipal koz ki pote yo mete sou kote kèk pwosevèbal. Obsèvatwa a rekòmande tou pou yo pibliye non avoka verifikatè k ap kontwole pwosevèbal yo, ni non sant vòt yo responsab yo.

**Obsèvasyon jounen eleksyon 25 oktòb 2015 la.-** Pou obsève eleksyon 25 oktòb 2015 yo, OCID te deplwaye obsèvatè nan yon echantiyon 1830 biwo vòt. Apiye sou sa obsèvatè yo te obsève, OCID te konkli kòmansman jounen eleksyon 25 oktòb 2015 te pito byen pati. Jounen an te demare avèk yon amelyorasyon ki te plizoumyen koret pase jounen 9 dawout la.

Pou sa ki konsènen tout pwosesis la jouk nan finisman depouyman ak kontaj vòt yo, selon sa obsèvatè OCID yo te we, se yon esperyans demokratik pozitif epi ki gen anpil avni . E sa se pou ni eleksyon prezidansyèl la, ni eleksyon lejislatif yo ak eleksyon minisipal dimanch 25 oktòb la. Malgre kèk ensidan ki se rezilta kèk defayans, epi malgre avègleman kèk endividi malentansyone, eleksyon yo te dewoule nan pi bon kondisyon sekirite. Plis elekte te ale vote. Selon metòd kalkil OCID adopte, patisipasyon an te apeprè 30%. Jefò ak koreksyon KEP la epi travay fòs lòd yo te fe, se tout jefò sila yo ki te pote fwi epi voye yon imaj pi pozitif sou sityasyon politik ayisyen an.

Sa pa te anpeche OCID voye kèk rekòmandasyon bay KEP la. Pami yo, li ankouraje KEP la chache mwayen ki pi kòrèk la pou evite gen enkoyèrans ki parèt osije akseptasyon ou rejè kèk desizyon BCED ak BCEN yo pran. OCID te rekòmande pou responsab Sant Tabilasyon yo pou yo montre yo gen plis transparans nan trètman ak nan mete aleka kèk pwosevèbal. Obsèvatwa a te ensiste sou nesite ki genyen pou enstans kontansye yo respekte tout

Rezolisyon ak tout Règleman KEP la pandan deliberasyon ak desizyon y ap pran yo.

**Peryòd apre eleksyon 25 oktòb 2015 yo.**- Kontrèman ak sa tout moun te epere, jounen eleksyon 25 oktòb 2015 lan, atout li te dewoule nan yon klima ki te plizoumwen trankil selon sa plizyè òganis obsèvasyon te rapòte fè, sa ta pral make kòmansman yon kriz apre eleksyon yo ki te gen gwo enpak sou sitiyasyon politik ak ekonomik peyi a pandan tout rès lane 2015 lan ak tout lane 2016 la.

Aprè piblikasyon rezilta preliminè ak definitif pou eleksyon prezidansyèl la ki te kalifye M. Jovenel Moise avèk 32% vòt epi Jude Celestin avèk 25% vòt pou dezyèm tou, anpil anpil moun te denonse magouy ki te fèt. Sityasyon sa a ta pral amòse yon gwo kriz apre eleksyon yo.

Anvan piblikasyon rezilta preliminè eleksyon 25 oktòb yo, OCID te konstate yon seri fay ak maladrès nan faz tabilasyon vòt yo. Paregzanp, te manke transparans nan fason CVT a t ap fonksyone a, yo te kanpe ak konferans pou laprès ki te konn fèt chak jou yo, moun pat ka jwenn dokiman sou fonksyonman Sant lan, te manke rigè nan pwosesis trètman pwosevèbal CTV valide yo, men ki malgre tou te genyen kèk iregilarite konsènan kantite siyati nesesè ki te dwe egziste. Pou fini, pat gen pyès kontwòl sou posiblite konfli enterè ant avoka verifikatè yo ak kandida nan dènve eleksyon yo.

Aprè piblikasyon rezilta preliminè eleksyon 25 oktòb yo, OCID reyalize te gen 110 aksyon kontestasyon kont rezilta eleksyon yo: 2 pou prezidansyèl yo, 9 pou senatorial yo, 99 pou eleksyon depite yo. OCID te gen je li tou sou foul mouvman mobilizasyon popilè ki te voye jete rezilta eleksyon yo, sitou rezilta pou prezidansyèl la .

Rive nan faz sa a, OCID te rekòmande KEP la pou li idantifye epi sanksyone tout moun ki kòmandite epi tout sa yo ki benefisye magouy nan 490 pwosevèbal yo mete aleka yo. Epi OCID te lanse yon apèl bay tout kandida nan eleksyon 25 oktòb yo epi ak tout patizan yo pou yo gen yon konpòtman kòrèk. Anvan tout bagay, yo dwe wè denmen peyi a epi ak nesesite pou konsolide demokrasi ayisyen an.

Parapò ak rekòmandasyon Komisyon Evalyasyon Elektoral Endepandan ki te anplas an desanm 2015 lan, Obsèvatwa a te envoke konsyans sitwayen yo ak lespri patriyotik aktè yo ki enplike dirèkteman yo dekwa pou evite pou pi ta pa pi tris. OCID te kontinye envite popilasyon ayisyen an pou li toujou rete vijilan , men san vyolans.



Men malerezman, pandan 24 janvye 2015 t ap pwoche, dat yo te kenbe pou reyalize 2èm tou eleksyon prezidansyèl la, tansyon politik la te vin ap agrave yon fason enkyetan. Zak vyolans yo t ap ogmante. Yon klima ensètitud melanje ak laperèz epi ak ensekirite te blayi nan mitan popilasyon an. Sa fè OCID te estime kondisyon yo pat favorab pou 24 janvye te ka gen yon eleksyon ki ta dwe garanti lejitimite yon prezidan eli e ni tou li pa t ap gen kapasite pou li kreye yon klima kèpoze ak yon klima estabilite nesèsè pou bon fonksyonman lavi sosyal ak lavi politik la epi ak relans ekonomi peyi a. Konsa, OCID decide pou l pat obsève yon evantyèl eleksyon 24 janvye. Men OCID te rete vijilan pou sa ki konsène pwosesis demokratik la anjeneral. Epi dayè, li te envite responsab 3 pouvwa leta yo pou yo konsète epi konsilte aktè politik ki konsènen yo ak diferan sektè lavi nasyonal la pou pwopoze Nasyon an yon solisyon ki pou pèmèt yo rapousib ak pwosesis elektoral la nan kondisyon akseptab. Epi pèmèt gen kontinuite nan tèt Pouvwa egzekitif la apre 7 fevriye selon dispozisyon Konstitisyon peyi a.

## **5. Rezime prensipal obsèvasyon ak rekòmandasyon OCID pou peryòd anvan, pandan ak apre eleksyon novanm 2016.**

**Peryòd anvan eleksyon 20 novanm 2016 yo.-** Depi mwa mas 2016, OCID te kòmanse fè yon seri konsiltasyon dekwa pou rive elabore yon dokiman pou fè pledwaye pou refòm sistèm elektoral ayisyen an. Dokiman an prezante yon brèf analiz sou kèk anomali ak move fonksyonman li obsève nan sistèm elektoral 2015 lan. Dokiman an touche 4 gran pwèn ki se: kad nòmatif, kad enstitisyonèl, aspè pwosedi epi repèkasyon kriz miltifòm sosyete a sou fonksyonman sistèm elektoral la.

OCID te reyalize yon ankèt anmenmtan pou chache konnen nan ki pwèn avansman dosye ak swivi lajistis fè pou pini reskonsab ensidan ki te rive jou eleksyon 9 dawou ak 25 oktòb 2015 yo. Apre kolèk ak analiz done OCID te rasanble, li te rekòmande nouvo Konsèy Elektoral Pwovizwa a, CSPJ a, Gouvènman Pwovizwa epòk la epi Palman an pou yo travay pou ranfòse mekanis jiridik ak mekanis jidisyèl sistèm elektoral la.

Yon lòt bò, rapò Komisyon Endepandan Evalyasyon ak Verifikasyon Elektoral te sibi analiz ak kòmantè bò kote OCID. Malgre tout limit oubyen tout feblès ki te konstate nan travay Komisyon an, OCID te konsidere lefèt ke Komisyon an rekòmande pou yo reprann eleksyon prezidansyèl yo, se yon rapò ki ofri otorite politik yo ak reskonsab enstitisyon elektoral la okazyon pou tanmen refòm sistèm elektoral ayisyen an. Pou sa ki konsène kèk rekòmandasyon, OCID te esprime swè li pou pwochen konpetisyon elektoral la pa reflekte vye mès kilti politik aktè politisyen ayisyen yo. OCID menm oze espere aktè yo ap montre lespri depasman yo pou yo ka prezante yon pi bèl imaj peyi a sou plan entènasyonal. Obsèvatwa a te sipliyè desidè yo, aktè politik yo, ak aktè nan sosyete sivil la pou yo fè tout mwayen posib yo pou yo asire yo yon sèl bagay: Se pou repriz eleksyon prezidansyèl la vin yon siksè ki garanti establite politik popilasyon sitèlman bezwen an.

Kèlke jou apre ouvèti kanpay elektoral pou eleksyon ki te prevwa pou 9 oktòb 2016, se te egzatemman 30 dawou, OCID te jije nesesè pou atire atansyon manm Konsèy Elektoral yo ak reskonsab ONI yo sou pwosesis rekritman manm Biwo Vòt yo ak sipèvizè elektoral yo epi sou fonksyonman ONI ak kesyon pwoblèm idantifikasyon elektè yo. Dapre tout konsta ki te fèt, OCID rekòmande KEP la pou li gen yon atitid pi aktif nan kad preparasyon eleksyon an, espesyalman pou sa ki konsène fòmasyon manm pèsònèl vacate yo, kesyon pèman aryere salè yo, koze kanpay sansibilizasyon ak evalyasyon kontini manm BED ak BEK yo. Obsèvatwa a te atire atansyon responsab ONI yo sou nesesite ki genyen pou distribisyon Kat Idantifikasyon Nasyonal kapab fèt yon fason òdone epi

pou byen jere rejis yo dekwa pou asire gen yon kontwòl regilye ki fèt. OCID te envite tou, ni aktè politik yo, ni sosyete sivil la tankou tou li te envite tout polilasyon an pou yo mobilize dekwa pou tout moun ki gen SIN yo disponib nan ONI an pou y ale reklame yo.

Pandan kanpay elektoral la, OCID te prezante bay piblik la anjeneral epi espesyalman Laprès la anpatikilye, rezilta yon travay syantifik sou òf politik kat kandida pou pòs prezidan nan eleksyon 9 oktòb 2016 la. Se te Jean-Henry Ceant, Jude Celestin, Moise Jean-Charles epi Jovenel Moise.

Men malerezman, akòz dega siklòn Matyou koze nan plizyè rejyon peyi a, jou 4 ak 5 oktòb 2016 la, yo te oblije repòte eleksyon 20 novanm yo. Gen ankèt ki te reyalize nan sant vòt andomaje yo. Entèvyou ak reskonsab BEK yo te pèmèt OCID fè evalyasyon avansman travay reyabilizasyon yo epi prezante bay prensipal aktè yo kèk rekòmandasyon kèlke jou anvan 20 novanm nan. OCID te envite gouvènman an pou li akselere travay reyabilizasyon yo dekwa pou tout sant vòt yo ka disponib pou resevwa elektè yo. Pou KEP la menm, OCID te mande li pou li asire li ke tout elektè yo ap jwenn oryantasyon pou yo konnen ki kote yo pral vote. Li te mande pou gen sansibilizasyon ki fèt nan zòn siklòn nan te pase yo pou mande elektè yo ale vote. OCID te envite pati politik yo, kandida yo, medya yo pou yo antre fon nan sansibilize pou eleksyon yo epi pou yo evite entèvansyon ki ka demobilize popilasyon an. OCID te mande tout aktè yo, sitou gouvènman an ak otorite jidisyè yo pou yo ranpli wòl yo san gade dèyè pou asire sekirite vi ak byen popilasyon an pandan jounen elektoral ki si enpòtan pou pèp ayisyen an.

**Obsèvasyon jounen eleksyon 20 novanm 2016.-** Pou obsève jounen elektoral la, OCID te deplwaye obsèvatè nan yon echantiyon 1203 biwo vòt epi nan 302 sant vòt ki te gen obsèvatè deyò yo. Baze sou done li rekeyi nan maten, OCID te jije kondisyon demaraj vòt la te sou bon pye pou jounen an, sa te yon bon siy, menm pou kote siklòn nan te frape yo. Nan sans sa a, OCID te rekòmande tout aktè ki enplike nan pwosesis la (sitou pati politik yo, kandida yo, patizan kandida yo ak fòs ki la pou mete lòd yo) pou yo gen yon konpòtman demokratik jouk nan finisman pwosesis la. Rezilta eleksyon yo dwe reflekte sa ki soti nan bwat bilten yo depouye yo. Rezilta yo pa dwe se espresyon fwod (bouraj bwat bilten osinon lòt vye bagay ankò), ni sa pa dwe se rezilta mouvman vyolan nan lari. Obsèvatwa a te ankouraje tout sitwayen ki pa t ankò ale vote pou yo depeche yo fè sa anvan fèmte biwo vòt yo.

Nan aswè, done OCID te rasanble apre depouyman ak kontaj vòt yo te revele , selon OCID, ke eleksyon prezidansyèl ak lejislatif 20 novanm nan se yon esperyans demokratik reyisi ; yon esperyans ki se yon pòt espwa pou estabilite

politik peyi a, malgre kèk ensidan ak kèk ti iregilarite ki te genyen. Kidonk, Obsèvatwa a konkli eleksyon yo te pase nan bon kondisyon sekirite epi te gen yon to patisipasyon elektè yo ki plizoumwèn akseptab, menm nan depatman katastwòf la te plis touche yo.

Malgre sa, OCID te ankouraje KEP la pou li rete vijilan epi mete kran sou li pou leve defi ki ap tann li nan lòt faz pwosesis travay la. OCID te envite tout aktè politik yo, espesyalman kandida yo pou yo bay prèv yo gen bonjan fèple epi pou yo sevè ak tèt yo nan respekte Dekrè Elektoral la nan faz apre eleksyon yo (sitou yo dwe evite fè pwonostik, yo dwe pran wout legal pou tout kontestasyon evantyèl).

**Peryòd apre eleksyon 20 novanm 2016.-** Mak fabrik peryòd sa a se tabilasyon vòt yo epi kontestasyon rezilta preliminè yo. Apre obsèvasyon pwosesis tabilasyon vòt yo, OCID te fè kèk rekòmandasyon. Li te envite KEP la pou li fè kèk lòt koreksyon nan travay sant tabilasyon an, espesyalman pou li esplike epi pibliye pezape tout desizyon li pran pou mete, swa sou kote, oswa reyaksepte pwosevèbal ki te aleka pou kontwòl kalite; apre tout pwotestasyon pou jan tabilasyon vòt yo te fèt anvan an, OCID te mande pou yo revize Manyèl pwosedi Sant Tabilasyon Vòt yo pou presize kritè validasyon oswa envalidasyon Pwosevèbal yo pi byen toujou dekwa pou evite tout bagay ki pa fin klè nèt. OCID te mande pou KEP la fè yon rapò espikatif sou Pwosevèbal (PV) ki pa rive nan Sant Tabilasyon an epi amelyore kalite foto PV yo poste sou sit entènèt KEP la. OCID te egzòte pati politik yo ak kandida yo ki dezapwouve rezilta preliminè yo pou yo pran chemen rekou nan fòm ak nan delè ki fikse pou sa epi san yo pa bezwen pran wout vyolans.

Rezilta preliminè pou pòs prezidan an te plase kandida PHTK a, Jovnel MOISE, antèt avèk 55,67% vòt. Jude CELESTIN, kandida LAPEH a fè 19,52%, Moise JEAN-CHARLES fè 11,04% epi Maryse NARCISSE, kandida Lavalas la, fè 8,99%. Apre piblikasyon rezilta sa yo, OCID te konte 30 ka kontestasyon rezilta preliminè yo. Pami yo, te gen twa (3) kontestasyon pou pòs prezidan, sèt (7) pou pòs senate epi ven (20) pou pòs depite.

Pandan trètman kontestasyon yo, OCID te esprime enkyetid li devan melimelo jiridikopolitik ki antoure faz kontestasyon yo. Li te regrete deske deba sou amannman règleman kontansye elektoral la pa te plis louvri pou patisipasyon pati politik yo, pou kandida yo epi sa pa te fè objè yon konsansis pi laj. OCID te envite KEP la pou li pa neglije enpòtans patisipasyon ak transparans nan pwosesis la epi san bliye enpòtans eleksyon sa yo pou avni peyi a. Se konsa tou, OCID te kondane manifestasyon vyolan ak tout diskou entimidasyon patizan kèk gwoupman politik t ap fè.

## **6. Rezime prensipal obsèvasyon ak rekòmandasyon OCID pou peryòd anvan, pandan ak apre eleksyon 29 janvye 2017 la**

**Peryòd anvan eleksyon 29 janvye yo.-** Kèk jou avan eleksyon 29 janvye a, Obsèvatwa a te evalye anviwonman anvan eleksyon an. Li te fè sa ni sou plan preparasyon lojistik ak preparasyon teknik ni sou plan anje politik sa te reprezante. OCID te reyalize anpil entèvyou avèk reskonsab kèk BEK epi avèk kèk kandida tou. Baze sou done li kolekte, OCID te envite Konsèy Elektoral la, gouvènman an avèk tout enstitisyon ki konsènen yo pou yo pran tout dispozisyon ki nesèsè pou eleksyon dimanch 29 janvye a reyisi. Obsèvatwa a te ankouraje sitou otorite yo ki anchaje sekirite piblik yo pou yo itilize menm mezi ki te pèmèt reyisi jounen 20 novanm ki te pase a, epi li te tou mande yo pou yo pa bliye evolisyon nouvo tansyon sosyal ak tansyon politik yo sou tout teritwa nasyonal la. OCID te rekòmande KEP la espesyalman pou li fè yon efò espesyal nan komunikasyon li avèk elektè vil yo pou enfòmasyon yo sou delimitasyon zòn yo pou sa ki konsène eleksyon Delege vil yo epi fòk yo te ogmante kanpay motivasyon ak sansibilizasyon an bò kote elektora a.

**Obsèvasyon jounen eleksyon 29 janvye 2017 la.-** Pou obsève eleksyon sila yo, gen yon total 904 pwen echantiyon biwo vòt OCID te kouvri. Sa reprezante 559 obsèvatè ki te deplwaye antou pou obsève kalite pwosesis la onivo nasyonal epi 345 obsèvatè pou obsève kalite pwosesis ak aspè ki gen pou wè ak kantite nan pwosesis la nan depatman Sant.

Baze sou 98% enfòmasyon OCID te jwenn, nan maten, ki te soti nan echantiyon nasyonal la ki reprezante 904 biwo vòt, OCID te deklare ke bagay yo te angwo byen kòmanse ni sou plan sekirite ni sou plan òganizasyon. Rekòmandasyon li yo te vize ankouraje sitwayen ki pa te ankò vote pou yo depeche yo fè sa vit anvan fèmte biwo yo. Epi li te mande aktè ki enplike nan pwosesis la, kivledi pati politik yo, kandida yo, patizan kandida yo ak fòs ki la pou kenbe lòd yo, pou yo gen yon konpòtman demokratik jouk nan finisman pwosesis la.

Aprè fèmte biwo vòt yo, apre depouyman an ak kontaj vòt yo, enfòmasyon OCID te jwenn ki soti nan 98.78% nan echantiyon an te pèmèt li konstate, angwo, eleksyon yo te fèt nan bon kondisyon sekirite, malgre kèk ensidan vyolans ki te rive, sitou nan depatman Sant lan. Bagay moun pa t ap espere, gen konsta ki moutre to patisipasyon elektè yo te siperyè parapò ak 20 novanm 2016. OCID ankouraje KEP la ak tout aktè politik yo pou yo travay pou rive konplete pwosesis elektoral la kòm sadwa. Yo gen pou yo chache korije lakin ki genyen nan pwosesis tabilasyon vòt yo epi ak nan kontestasyon rezilta yo. OCID te ankouraje aktè politik yo avèk aktè sosyete sivil yo, palman an, KEP la ak gouvènman an pou yo travay, sito pwosesis eleksyon an bout, pou yo

antreprann refòm sistèm elektoral la ki se yon gwo nesesite ki pa ka tann plis. Pou fini, OCID rekòmande KEP la ak otorite lajistis yo pou yo pousuiv epi pini avèk severite tout zak vyolans ki te jete latwoublay nan pwosesis elektoral la. Se menm bagay la tou pou tout tantativ fwod ki enplike manm pèsònèl elektoral la, kandida yo oswa elektè yo. OCID te pwofite pou egzòte tout otorite ki konsènen yo, espesyalman KEP la ak gouvènman an pou yo asire yo pwosesis eleksyon endirèk yo deklanche imedyatman apre investiti ASEK ak Delege vil yo.

**7. Konklizyon ak Rekòmandasyon.-** Obsèvatwa ayisyen pou enstitisyonalizasyon demokrasi a te kontan fè esperyans obsèvasyon sistematik elektoral sa a an Ayiti. Li espere moun ki eli pandan diferan konpetisyon elektoral 2015-2017 yo ap antre nan travay tousuit dekwa pou garanti dwa majorite popilasyon an ki pa gen aksè ni pou yon edikasyon kalite, ni pou jwenn swen sante, ni pou gen sekirite, ni lojman respektab, ni bon alimantasyon ekilibre. OCID espere nouvo otorite yo pral pran tout dispozisyon nesesè ki legal pou peyi a ka anfen genyen yon sistèm elektoral ki garanti nan transparans dwa vòt chak sitwayen ayisyen.

## Observation Report on the Electoral Process from 2015 to 2017

### Executive Summary

**1. Background.-** During the fourth year of President Joseph Michel Martelly's term of office, which began on May 14, 2011, it was urgently decided to establish the necessary conditions for the renewal of the political staff through general elections to be held in 2015. After several months of discussions with members of the opposition, a consensus was finally reached on the formation of a Provisional Electoral Council. That Council, headed by M. Pierre-Louis Opont was entrusted with the major responsibility of organizing the race that would enable an elected president to take the oath of office on February 7, 2016, make the Parliament functional, and renew the political staffs at the local level. The process was effectively triggered, and on August 9<sup>th</sup>, 2015, the first round of these elections was carried-out. Despite the weaknesses of the system, and the challenges posed by these elections, the second round of the legislative elections, the first round of the presidential election, and the municipal elections were held on October 25 of the same year.

These last elections, mainly the presidential elections were unfortunately energetically contested by the candidates for the office of President, and by the opponents of the power then in office. The country entered into a post-electoral crisis, and the second round of the presidential elections could not be organized on January 24, 2016, as foreseen; consequently, the President then in office was forced to leave the position without a new President having been elected to replace him on February 7th, 2016. As a result of an agreement signed between the Executive and the Parliament between February 5th and 6th, 2016, past-President Jocelerme Privert was elected in the second degree to manage the transitional period initially that was supposed to have lasted 120 days, with the main mandate of completing the electoral process interrupted in May 2015 as quickly as possible. But the decisions made by new Provisional Electoral Council to relaunch the electoral process, the enforcement of the recommendations contained in the Verification Report produced by the Evaluation and Verification Committee (CIEVE) responsible for shedding light on the elections of October 25, 2015 elections, such as demanded by a large portion of the population, and the devastation caused by Hurricane Matthew in several regions of the country caused the process to again lag up to February 2017.

The foregoing report on the observation of the electoral cycle from 2015 through 2017, presents the various observations and recommendations made by Observatoire Citoyen pour l'Institutionnalisation de la Démocratie (OCID), a civil society consortium established in January 2015, and consisting of Initiative de la Société Civile (Civil Society Initiative, of Centre Oecuménique des Droits Humains (Ecumenical Center for Human Rights), and of JURIMEDIA. These observations and recommendations concern the pre-electoral, electoral and post electoral periods, from August 9, 2015, through January 29, 2017.

**2. Observation Method retained.** – To observe the various electoral competitions from 2015 through 2017, and to monitor the electoral environment, OCID used a methodology that has been successfully utilized in more than 50 countries around the World. It is known under the English designation of “*Sample-Based Observation – SBO*”. It consists of a systematic (scientific) electoral observation that rests on the deployment of Observers of both genders in a random and representative sample of all the voting stations. The observation data collected and analyzed in points of the sample allows projections at the national level on the reality of the total voting stations. This methodology offers the guaranty of being able to objectively describe the conditions in which the voting unfolded throughout the territory, considering the levels of statistical precision.

As such, OCID mobilized more than 2000 volunteer Observers of both genders to conduct the observation of political competitions from 2015 through 2017.

**3. Summary of the main OCID’s observations and recommendations for the pre-electoral electoral and post – electoral periods of August 9<sup>th</sup>, 2015**

**Pre-electoral period-** OCID’s first pre-electoral observation of the August 2015 elections, involved the registration process of candidates for legislative elections in the eleven (11) Departmental Electoral Bureaus (BEDs) in the country. 93.7% of the candidates interviewed by OCID’s 11 regional Coordinators felt that they had been treated correctly by the BEDs, and 77.1% felt that the treatment given to contestations had been impartial. In this sense, OCID had remarked that the electoral system had been triggered in a generally satisfactory manner, notwithstanding some flaws which were mostly of logistical nature, and which the electoral authority needed to correct.

This activity was followed by a pre-electoral survey on the population’s perception of democratic values, and on Haitian’s behavior concerning the political process in May 2015. To conduct this survey, 1,640 volunteers of OCID’s network of Observers, distributed in 730 pairs, were deployed to interrogate a sample of 3,700 citizens of both genders, chosen according to the random walk method in the ten geographic Departments of the country. Among other subjects, the interviews, touched on the following concerns: expectations regarding the electoral process, main socio-economic needs, interest in issues of public interest, opinions on the issue of electoral fraud, and level of confidence in the political persons and institutions politiques.

According to the data that was systematically collected and analyzed, a significant segment of the public was not interested by politics. Other concerns such as poverty and unemployed predominated over politics. Many respondents expressed that they felt the government was not interested in their becoming and the level of mistrust of politicians is very high. Furthermore, three-fourth (3/4) of the respondents argued that electronic voting was likely to improve the quality of elections.



**Observation of the voting day of August 9, 2015.-** A total of total 1762 points of sample of voting stations was targeted for deploying Observers of both genders for the August 9 elections. The evaluation of the first part of the voting day (opening of the voting stations) based on the data collected during the morning by 74% of the sample revealed that the beginning of the voting day of August 9<sup>th</sup>, had been disturbed by serious incidents such as: sabotage of voting stations and voting materials, ballot stuffing, altercations between representatives of parties, rocks throwing, irruptions by armed individuals in the space reserved for the voting; interruptions of the voting process were observed in several voting centers.

The electoral day itself ended up in particularly difficult conditions. The data collected and analyzed from approximately 67.37% of the national, randomly chosen and representative sample of the voting stations, revealed that the voting process had been interrupted in 14.22% of the voting stations, violent incidents having been registered in 9.71% of the voting stations, and armed individuals having irrupted 6.07% of the process.

Approximately 525 incidents were registered. The West, Artibonite and North Departments accounting for respectively 47%, 16% and 12% of these cases. Rock and broken bottle throwing comprised 16% of the incidents of the electoral day, followed by acts of (physical attacks/destruction of assets/electoral materials and documents comprising 12% of such incidents.

Based on these observation reports, OCID deplored that certain technical and organizational deficiencies had resulted in disruptions, and that some actors resorted to violence, thereby depriving part of the population of the right to freely express political choices, and jeopardizing the democratic process.

**Post August 9th, 2015 electoral Period.-** With a relatively low turn-out of voters, estimated by the Electoral Council (CEP) at approximately 18% at the national level, and disturbed by acts of violence and irregularities, the August 9 vote was energetically denounced by certain actors of the political groups, mainly the candidates, and was criticized by public opinion. After the preliminary results were published, 39 cases of disputes for the Senatorial elections, and 163 cases for the election of Members of the House were lodged before the electoral tribunal. The grievances and claims generally called for: a recount of the votes (49% of cases), the cancellation of certain centers/voting stations (24%), denunciations of electoral fraud (15%), and cancellation of elections in certain areas (12%). The final results of the first round of the legislative elections were published on September 27, 2015, and spread much confusion while raising numerous interrogations concerning the Electoral Council's abidance by the Electoral Decree, and by the regulations and procedures governing the electoral process.

In lieu of making recommendations, OCID had invited the Electoral Council to convene with the political parties, with the candidates, with the organized civil society and with representatives of universities to reach a consensual outcome on situations on which the law is mute or is ill adapted. OCID encouraged the CEP to pay special attention: to debates on the method of calculation of scores reached by candidates, and to reactions to the determination of the percentage of written reports validated in view of deciding on the

cancellation or not of a constituency or of a Department; to re-examine its decision to publish the partial results for Departments in which a significant number of written reports were not validated, and to sanction candidates and members of or the electoral staff against whom there existed evidence of serious violations of the Electoral Decree.

#### **4. Summary of OCID's main observations and recommendations for the pre-electoral, electoral, and post-electoral periods of October 25, 2015.**

**Pre-electoral period.-** Based on certain commitments made by the CEP, some political parties invested themselves in the presidential race maintained for Sunday October 25, 2015. Pursuant to OCID's observations and to the data collected and analyzed a few days before the voting day of October 25, 2015, rather disturbing facts were noted, which were likely to compromise the success of these elections.

Acts of electoral violence were perpetrated in some 16.3 % of the 52 communes observed. The violence observed and reported was of three types: a) intimidating, pressuring and threats representing 57.1 % of incidents; b) gunshot and/or cold weapons wounds (28.6%); c) and destruction of assets (houses, cars, etc.). Furthermore, the failure to pay salaries of the electoral personnel and the unavailability of funds was brought-up as a challenge by 20% of the Management of BEDs and by 18% of the members of BECs interviewed.

These observations raised OCID's concerns regarding the frailness of the security climate and the shortage of signals indicating that the Public Force institutions had control of the situation, just five days away from elections day; the probability of new ballot stuffing considering the failure to sanction frauds of the same type perpetrated on August 9th; the probability that inconsistencies that remained unclarified by the CEP, bearing particularly on the acceptance of some, and the rejection of other decisions by BCEDs and by the BCEN, undermines the trust of political actors, and triggered disproportionate reactions on their part; the probability that the decisions made by electoral tribunal of the CEP, in flagrant contradiction with Resolutions made by the CEP, were used as arguments by candidates to challenge the method of calculation of the 25% difference; the lack of transparency at the Tabulation Center where the processing of written reports and their being quarantined without possibility for the Observers and political parties to really verify the process, etc.

OCID had formulated several recommendations to improve the organization of the first round of the presidential election, and the second round of the legislative elections of October 25, 2015. It advised the CEP that it need to hasten the preparation of October 25; to not spare efforts in correcting the shortcomings of August 9th, and to continue sanctioning, in all impartiality, the candidates and staff members who were found guilty of committing irregularities and exactions during these races; to find a common ground with the contestants of the elections on the thorny issue of the minimal number of acceptable written reports required to validate an election, and on the *imbroglio* of the calculation method; to ensure that the members of BVs strictly abide by the established voting procedures.

OCID called upon the National Police to be much more vigilant by increasing the number of policemen in all the Departments. OCID also encouraged the General Inspection of the

National Police to be less lenient vis-a-vis policemen who have participated in the acts of violence and frauds of August 9<sup>th</sup>.

To political actors, OCID recommended that they avoid all forms of radicalism, likely to undermine political stability, and to lead the country towards uncertain times. To the Electoral Tribunals, OCID recommended that they abided by all Resolutions and relevant regulations of the CEP, in their deliberations and decision making. To the Management of the Tabulation Centers, OCID recommended that they held a daily press conference to present the stage of advancement of the process, to explain the verification procedures used, and the main reasons for rejecting written reports. The Observatory (OCID) also recommended that the names of the Lawyers-Auditors verifying the written reports be published, as well as the voting centers to which they were assigned.

**Observation of the electoral day of October 25, 2015.** – To observe the elections of October 25, 2015, OCID had deployed Observers in a sample of 1830 voting stations. Basing itself on the observations conducted by these Observers of both genders, OCID deducted that the beginning of the electoral day of October 25, 2015, was rather promising as it had started out with a significant improvement over the electoral day of August 9<sup>th</sup>.

As for the unfolding of the process up the end of the due emptying of the urns and the counting of the votes, the data collected by the Observers generally revealed that the presidential, legislative and municipal race of Sunday, October 25, 2015, had constituted a positive and promising democratic experience. Notwithstanding the incidents connected with some shortcomings, and to the stubbornness of a few ill-intentioned individuals, these elections were held in better security conditions, and were marked by an appreciable participation of the constituents. According to OCID's calculation methods, the participation rate ranged at approximately 30%. The efforts made, as well as corrective measures taken by the electoral institutions, combined with the active presence of law enforcement Officers were undeniably fruitful, and made it possible to project a more positive image of Haitian politics.

This outcome did not prevent OCID from making certain recommendations to the CEP. Among other things, it encouraged the CEP to find the appropriate mechanisms to avoid the resurgence of inconsistencies in its acceptance of certain BCED and BCEN decisions, and its rejection of others. OCID recommended that the Management of the Tabulation Centers show more transparency in the processing and quarantining of written reports. OCID insisted on the need for the Electoral Tribunals to abide by all Resolutions and relevant Regulations established by the CEP, in deliberations and decision-making.

**Post-electoral period of October 25, 2015.-** Against all expectations, although the electoral day of October 25, 2015 unfolded in a relatively calm atmosphere, reports produced by several organized observation, triggered what turned out to be the beginning of a post-electoral crisis that seriously impacted the country's political and social life throughout the rest of 2015 and through 2016.

After the preliminary and final results of the presidential elections were published, declaring Mr. Jovenel Moïse ahead, and Mr. Jude Célestin runner-up for the second round, with

respectively 32% and 25% of the votes, claims of massive fraud were denounced by more than one. This situation sparked a post electoral crisis.

Before publication of the preliminary results of the October 25 elections, OCID had identified a number of flaws, or blunders, in the tabulation phase of the votes, such as; the lack of transparency in the operating methods of the CTV, discontinuation of the daily press conferences, unavailability of the Operations Manual of the Center, lack of constancy in the processing of the validated written reports at the CTV, certain irregularities in terms of the number of signatures required, and finally lack of control, *à priori*, over the possible existence of conflicts of interest between the Lawyers-Auditors and the candidates in the last elections.

After the publication of the preliminary results of the October 25 elections, OCID had inventoried a total of 110 lawsuits challenging these results: two (2) for the presidential election, nine (9) for the senatorial elections, and ninety-nine (99) for the election of members of the House. OCID also monitored the numerous popular protests aimed at refuting particularly the results of the presidential election.

At that stage of the process, OCID had recommended that the CEP identify and enforce sanctions against the sponsors and/or beneficiaries of violations connected with attempts to fraudulently alter some 490 written reports cast aside, and called upon all the candidates running in this election of October 25, and upon their supporters to behave responsibly, and to think before all, of the country's future, and of the need to consolidate democracy in Haiti.

In terms of the recommendations of the Independent Electoral Evaluation Committee (Commission d'Évaluation Électorale Indépendante) (CEEI) set-up in December 2015, OCID called upon the citizen and patriotic conscience of the actors directly involved to avoid the worse. OCID also continued to invite the Haitian population to remain actively and non-violently vigilant.

Unfortunately, with the soon coming date of January 24, 2015 retained for the second round of the presidential elections, political tensions seriously intensified, acts of violence multiplied, a climate of uncertainty reigned, fear and insecurity prevailed in the population. As such, OCID had deemed that the conditions were not met for elections to be held on January 24, i.e. elections likely to warrant the legitimacy of the President who would be elected, or the capacity of that President to establish the peaceful and stable climate necessary for the orderly functioning of social and political life and for the revitalization of the country's economy. OCID had therefore decided to not observe an eventual election on January 24, but remained vigilant regarding the democratic process at large. It furthermore invited the Heads of the three Powers to work concertedly, to convene the political actors concerned, as well as the various sectors of national life, to propose to the Nation a solution that allowed the continuation of the electoral process in acceptable conditions, along with the continuity with the Executive Power after February 7, in accordance with the dispositions of the Haitian Constitution.

## **5, Summary of OCID's main observations and recommendations for the pre-electoral, electoral and post-electoral periods of November 20, 2016**

**Pre-electoral period.-** Since March 2016, OCID had undertaken a series of consultations with the view to produce an advocacy document for reforming the Haitian electoral system, which contained a brief analysis of the anomalies, shortcomings and dysfunctions observed in the electoral system through 2015. This advocacy document was developed around four major axes: the normative framework, the institutional framework, the procedural aspect, and the repercussions of the multidimensional societal crisis on the functioning of the electoral system.

At the same time, a survey was conducted to investigate the state of advancement of the files and follow-up conducted by the judiciary authorities to punish those guilty of causing the incidents that occurred during the elections of August 9, and October 25, 2015. Pursuant to the data collection and analysis, OCID had recommended to the new Electoral Council, to the CSPJ, to the Provisional Government of the time, and to the Parliament, that they worked towards building the capacity of the juridical and judiciary capacities of the electoral system.

Furthermore, the report issued by the Independent Electoral Evaluation Committee (CIEVE) had also been commented upon and analyzed by OCID. Beyond the limitations or weaknesses noted in the Committee's work, OCID considered that in recommending the holding of a new presidential round of election, this report offered an opportunity for the political authorities and to the Managers of the electoral institution to initiate a reform of the Haitian electoral system. In terms of recommendations, OCID had expressed the wish that the next electoral race would no longer be a mere reflection of the flaws that taint Haitian political culture. It dared hope that the political actors would show themselves to be above personal interests, and would project a better image of the country on the international scene. OCID enjoined the deciders as well as all the political actors and civil society to do their best to warrant that the resumption of the presidential election would be a success, and would guarantee the political stability that the population so needed.

A few days after the opening of the electoral campaign for the elections initially planned for October 9th, 2016, i.e. on Tuesday, August 30th, OCID had deemed it necessary to call the attention of the Electoral Counselors of the Management of ONI to the recruitment process for the staff of voting stations and of electoral supervisors, and on the functioning of ONI, and to the issue of the identification of voters. Pursuant to its observations, OCID recommended to the CEP that it maintain a proactive attitude within the framework of preparing the voting process, particularly for training its temporary staff, for addressing wage arrears, for organizing campaigns to raise awareness, as well as the continuous performance evaluation of the members of BEDs and BECs. The Observatory called upon ONI's Management attention to the imperious necessity for the CIN cards be distributed in orderly manner, and for registers to be property kept ensuring that they are duly controlled. OCID also invited political actors and civil society, as well as the Haitian population at large to mobilize in view of ensuring that all who had CIN cards available at ONI would be able to claim them.

Throughout the electoral campaign, OCID had presented to the public and to the Press the result of scientific work on the political offer of four candidates for the presidential elections of October 9<sup>th</sup>, 2016. These candidates were notably: Jean Henry Céant, Jude Célestin, Moïse Jean Charles, and Jovenel Moïse.

Unfortunately, due to the devastation caused by Hurricane Matthew in several regions of the country on October 4<sup>th</sup> and 5<sup>th</sup>, 2016, the elections had to be postponed to November 20. A survey conducted in the damaged voting centers, and interviews conducted with Managers of the BECs enabled OCID to perform an evaluation of the stage of advancement of the rehabilitation works, and to make recommendations to the principal actors, a few days before November 20<sup>th</sup>. Mainly, OCID invited the Government : to accelerate the works, for the totality of the voting centers to be available to receive the voters of both genders on November 20; the CEP to do all that was possible ensure that voters of both genders be oriented to their respective voting centers, and to raise the awareness of voters particularly in the regions affected by Hurricane Matthew on the importance of voting; the political parties and the candidates of both genders, as well as the media on the importance of fully participating in raising electoral awareness, and to avoid interventions likely to demobilize the population; all actors, and particularly the government and the judiciary authorities, to fully play their role in warranting the security of lives and of assets during such a crucial electoral day for the Haitian people.

**Observation of the electoral day of November 20, 2016** – To observe these electoral competition, OCID had deployed Observers of both genders in a sample of 1203 voting stations, and 302 voting centers (outside of the voting centers). Based on the data collected during the morning of that day, OCID had deemed that the conditions within which the voting had started represented a good beginning of the electoral day, even in the areas affected by disasters. In this sense, OCID had recommended to all actors involved in the electoral process (especially political parties, the candidates, their supporters, as well as law enforcement personnel) that they keep a democratic posture through the end of the process. The results of these elections should be the reflection of the verdict of the urns, and not the expression of fraud (ballot stuffing and others) or of acts of violence throughout the streets. The Observatory encouraged all citizens who had not yet voted to hasten to do so before the voting stations closed.

The data collected during the evening, after the urns were duly emptied and the votes counted, generally revealed, according to OCID, that the presidential and legislative elections of Sunday November 20<sup>th</sup> constitute a successful democratic experience, and bears hope of political stability in the country, despite minor incidents and irregularities noted. The Observatory therefore concludes that the elections were held in good security conditions, and were marked by a more or less acceptable participation rate of the constituents, even in the Departments that were affected by the disaster.

OCID had nevertheless encouraged the CEP to remain vigilant and perspicacious in addressing the challenges that will arise during the following phases. OCID invited all the political actors, and particularly the candidates to show fair play, and to strictly abide by the Electoral Decree in the post-electoral phase (to abstain from making any prognosis, and to use legal recourses for eventual contestations).

**Post-electoral period of November 20, 2016.** – This period was marked by the tabulation of votes and contestations of preliminary results. Pursuant observations of the votes tabulation process, OCID had formulated certain recommendations. OCID recommended that the CEP to make new corrections in the work of the Tabulation Center, and notably: to motivate and to progressively publish all decisions to cast aside, or to re-include any written report that had been the object of a compliance control; in the light of the protestations raised by the tabulation of the votes, to review the Procedures Manual of the CTV, to better specify the validation or invalidation criteria of written reports to avoid all ambiguities; To issue an explanatory report on written reports that were not received at the CTV, and to improve the quality of the photos of written reports posted at the sites. OCID exhorted the political parties and the candidates challenging the preliminary results to act before the entities habilitated to rule on such contestations, in the form and within the deadlines required, without resorting to violence.

The preliminary results for the presidential election showed Jovenel Moïse of the PHTK party ahead with 55.67% of the votes, followed by Jude Celestin from LAPEH with 19.52%, then by Moïse Jean Charles with 11.04% and Maryse Narcisse from Lavalas with 8.99%. After these results were published, OCID had inventoried 30 cases of contestation registered by the CEP, among which three for the presidential election, seven for the senatorial election, and twenty for the House.

During the processing of these cases, OCID had expressed its concern about the politico-juridical confusion that surrounded the contestation phase, and regretted that the debate on the amendment of the regulations on the settlement of electoral disputes had not been more open to the political parties and to the candidates, and had not been the object of a broader consensus. OCID invited the CEP to consider the importance of the participative and transparent nature of the process, and the stakes of these elections for the country's future. It condemned by the same token the violent demonstrations and the intimidating speeches of partisans of certain political groups.

## **6. Summary of OCID's main observations and recommendations for the pre-electoral, electoral and post-electoral period of January 29, 2017**

**Pre-electoral period.-** A few days before the election day of January 29, the Observatory evaluated the pre-electoral environment, both from the view of logistical and technical preparations, and from that of the political stakes. Interviews were conducted with the Management of BECs and with candidates. Based on the data collected, OCID invited the Electoral Council, the government, and all the institutions involved, to do all that was possible for the success of the January 29 election. The Observatory particularly encouraged the authorities in charge of public security to reiterate the measures that had facilitated the appropriate unfolding of the elections of November 20, 2016, and to consider the new areas of social and political tensions in the territory. OCID recommended in particular that the CEP communicate specially with voters of both genders in the cities in view of informing them on the configuration of urban areas in connection with the election of City Delegates, and of intensifying motivation/awareness raising campaigns targeting constituents.

**Observation of the electoral day of January 29, 2017.** – To observe these elections, a total of 904 sample points of voting stations were covered, i.e. 559 Observers were deployed to observe the quality of the process nationwide, and 345 to conduct a qualitative and quantitative observation of the process in the Centre Department.

Based on the data collected for 98 % of the national and representative sample of 904 voting stations, OCID affirmed that the voting had generally started in acceptable security and organizational conditions. Its recommendations aimed at encouraging all citizens who had not yet voted to hasten to do so before the voting stations closed, at asking the actors involved in the electoral process (especially the political parties, the candidates and their supporters, as well as all law enforcement authorities) to maintain a democratic posture through the end of the process.

At the closing of the voting stations, after the urns were duly emptied and the votes counted, the data collected for 98.78% of the sample enabled OCID to acknowledge that these elections had generally unfolded in good security conditions, notwithstanding some violent incidents, notably in the Centre Department. Against all expectations, OCID had noted that the voter turn-out was slightly higher than that of the November 20, 2016 elections. OCID strongly encouraged the CEP as well as all the political actors to act in view of duly completing the electoral process, notably by correcting the shortcomings registered in the tabulation of votes and of contestations of results. It also encouraged the political actors and those of civil society, the Parliament, the CEP and the government to cooperate in launching, immediately after the electoral process, the imperious reform of the electoral system. Finally, it recommended to the CEP and to the judiciary authorities that they pursue and to sternly repress the acts of violence that disturb the electoral process, as well as the attempted frauds involving members of the electoral staff, the candidates, or the voters. OCID seized the opportunity to exhort the authorities concerned, the CEP, and the government, to ensure that indirect elections for establishing the territorial collectivities are triggered immediately after the taking of oath of the ASECs and City Delegates.

**7. Conclusion and recommendation** - Observatoire Citoyen pour l'Institutionnalisation de la Démocratie (OCID) was happy to have conducted this systematic electoral observation effort in Haïti. It hopes that all the elected officials stemming from the electoral competitions of 2015 – 2017 shall start working towards warranting the rights of the majority of the population that does have access to quality education, to healthcare, to security, to decent housing, to healthy and balanced food. OCID also hopes that the new authorities will take the necessary and legal measures for the country to be provided with an electoral system that warrants the transparency and voting rights of each Haitian citizen.